



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 21 août 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV Ile-de-France SAS**

21 ROUTE DU BASSIN N° 5  
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0007402240

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France SAS implanté 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection fait suite à un signalement au titre de l'article 40 du Code de la procédure pénale de l'inspection du travail, constatant lors des contrôles en date du 06/02/2025 et 10/02/2025, la présence d'un volume très important en bois. Un échange avec la direction a démontré que l'établissement accueillait un volume de déchets en bois très supérieur à sa capacité normale (jusqu'à 400 % de sa capacité), résultant un risque incendie substantiel.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Ile-de-France SAS
- 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 Gennevilliers

- Code AIOT : 0007402240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un centre de tri et de transit de déchets non dangereux soumis à autorisation sous la rubrique 2791, 2714 et 2716 de la nomenclature des ICPE.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage activités de broyage de déchets de bois	AP Complémentaire du 01/03/2021, article 16	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure	sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la quantité de bois à broyer stockée sur le site était au-dessus du seuil autorisé par l'arrêté préfectoral de l'établissement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stockage activités de broyage de déchets de bois**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2021, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, capacité de stockage de déchets de bois
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du chapitre 12 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>12.3. - Activité de réception et de broyage de déchets de bois</p> <p>Les activités de réception-et broyage de déchets de bois sont réalisées dans un bâtiment dédié de</p>

1 900 m<sup>2</sup> qui  
comporte :  
[...] La durée de stockage dans les alvéoles n'excède pas cinq jours.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées s'est rendue le 27/06/2025 de manière inopinée sur le site de SUEZ RV Île-de-France à Gennevilliers afin de vérifier le volume et la masse de bois à broyer stocké.

En effet, cela fait suite à un signalement au titre de l'article 40 du Code de la procédure pénale de l'inspection du travail, constatant lors des contrôles en date du 06/02/2025 et 10/02/2025, la présence d'un volume très important en bois. Un échange avec la direction a démontré que l'établissement accueillait un volume de déchets en bois très supérieur à sa capacité normale (jusqu'à 400 % de sa capacité), résultant un risque incendie substantiel.

L'inspection du 27/06/2025 a permis de constater une quantité de bois à broyer stockée supérieure au seuil de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

D'après l'état des stocks transmis par l'exploitant le jour de l'inspection, le volume de bois à broyer stockés sur le site est de 1 020 m<sup>3</sup> (contre 820 m<sup>3</sup> autorisés)

L'état des stocks présenté, réalisé par le chef d'équipe de nuit, consiste en une appréciation visuelle ainsi que d'une estimation du nombre de camions nécessaire pour vider les différentes quantités de déchets de chaque alvéole. L'exploitant a indiqué que fournir un état des stocks réel nécessitait quelques manipulations et qu'il serait fourni à l'inspection dans les jours suivants la visite.

L'exploitant a également indiqué que le dépassement du stockage de bois sur le site se produisait de manière occasionnelle, en fonction de l'évolution du marché et des arrivages plus ou moins importants de bois.

Suite à la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant par courriel du 30/06/2025 de fournir un état des stocks factuel à date du **26/06/2025 soir** (veille du jour de l'inspection) comprenant le volume et la masse de bois à broyer, de bois « broyats » et des bois fins « fines » stockés.

Par courriel daté du 02/07/2025, l'exploitant a transmis un bilan des stocks de bois à broyer et broyé ainsi que des briquettes, réalisé à partir d'une extraction du logiciel CLEAR entre le 01/06/2025 et 30/06/2025.

Ce bilan fixe, au **30/06/2025**, à 240 t la quantité de bois à broyer (équivalent à 720 m<sup>3</sup>) , à 200 t la quantité de bois broyé (équivalent à 900 m<sup>3</sup>) et à 15 t la quantité de briquette de bois.

L'exploitant n'a pas transmis les différents stocks de bois à date du 26/06/2025, ne permettant pas à l'inspection de connaître les quantités réelles de bois stockés le jour de l'inspection.

À noter qu'une mise en demeure sur cette prescription avait déjà été prise à l'encontre de l'exploitant suite à la visite d'inspection du 03/10/2023, l'exploitant avait transmis les éléments justifiant de sa remise en conformité à l'inspection des installations classées début 2024.

**Au vu de la récurrence de cette non-conformité, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter le tonnage de bois autorisé, pendant une période de six mois consécutifs.**

**Si l'installation venait à dépasser le seuil de stockage autorisé pendant cette période, des sanctions administratives pourraient être prises à l'encontre de l'exploitant.**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** immédiat